

922849

BANQUE MONDIALE

Mission Résidente, B.P. 667 - Nouakchott, Mauritanie

Tél : 510-17

Fax : 513-34

CS-RTH

69 -

MISSION RESIDENTE
DE LA BANQUE MONDIALE
B.P. 667 — NOUAKCHOTT (R.I.M.)

MAURITANIE

TABLEAU DE BORD N°2

SIEGE SOCIAL : WASHINGTON, D.C, E.U.

28 FEVRIER 1995

VANT PROPOS

La Mission Résidente de la Banque Mondiale à Nouakchott publie ce deuxième numéro de tableau de bord en date du 28 février 1995.

Ce présent document met à jour les activités réelle et macroéconomique traitées dans le précédent en y ajoutant d'autres éléments.

Dans la première édition vous avez été nombreux à répondre à notre appel, en nous fournissant des éléments d'information relatifs aux divers aspects économiques abordés.

Nous réexprimons notre souhait d'avoir dans chaque service un correspondant afin de disposer des données en temps utile.

La Mission Résidente remercie tous ceux qui ont bien voulu lui disponibiliser les données statistiques publiées dans ce bulletin.

Nouakchott le 27/02/1995

Claude R. Delapierre
Représentant Résident

Le tableau de bord n°1 a reçu un avis intéressé de la part du public. Il a également fait l'objet de remarques et suggestions. Ce deuxième numéro en tient compte.

Dans ce numéro nous vous livrons en plus des rubriques éditées la dernière fois (mises à jour), les statistiques du Port de l'amitié relatives au commerce extérieur, le trafic aérien qui constitue l'un des indicateurs de l'activité économique, les activités de la MORAK, la situation du système bancaire mauritanien en 1993, les statistiques scolaires...

La table de matières est la suivante:

PARTIE I : ACTIVITE REELLE

- I.1** Agriculture
- I.2** Pêche
- I.3** Industries extractives
 - Mines de Fer
 - Mines d'or
- I.4** Consommations trimestrielles d'électricité
- I.5** Statistiques portuaires
- I.6** Trafic aérien
- I.7** Statistiques scolaires
- I.8** Prix et taux de change

PARTIE II : ACTIVITE MACROECONOMIQUE

- II.1** Finances publiques
- II.2** Programme d'Investissements Publics
- II.3** Situation des Banques
- II.4** Bailleurs de fonds
- II.5** Dette extérieure
- II.6** Balance de paiements
- II.7** Situation Monétaire

Tableaux des indicateurs sociaux et économiques

Salamata Bâl
Economiste
Mission Résidente
Nouakchott

I. ACTIVITE REELLE

I.1 - AGRICULTURE

■ Production campagne hivernale et contre saison (en tonnes brutes) et Superficies (en ha)

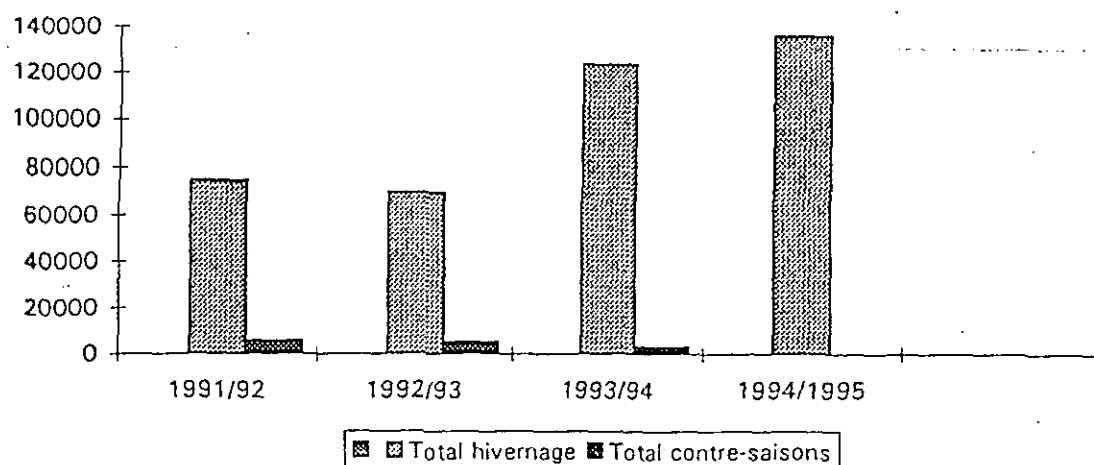
	1992	1993	1993	1994	1994	1995
	Superf.	Production	Superf.	Production	Superf.	Production*
1. Céréales traditionnelles (Maïs, Mil, sorgho)	143104	64 336	178913	103 065	183434	119 910
Dieri	79 632	32 836	120 105	50 290	114 525	69 630
Barrages Bas Fonds	38 650	9 720	32 648	25 155	39 000	23 940
Walo-Décrue contrôlée	22 037	16 210	25 065	17 500	29 000	25 250
Irriguées	2 785	5 570	1 095	1 428	909	1 090
2. RIZ Paddy	12 597	24 613	18 919	58 896	18 134	56 350
SONADER	2 889	10 728	7 216	25 460	3 857	13 500
PRIVES	4 750	11 875	9 612	30 276	12 668	41 800
M'POURIE	800	2 010	996	2 235	700	1 050
Total céréales hivernage	155700	88 949	197832	161 961	201568	176 260
3. Contre-saisons	3178	7494	4798	4406		
c. traditionnelles	2033	2 748	1573	1559		
Paddy	1145	4 746	3225	2847		
Total général	158878	7 494	202630	166367	201568	176260

Source: MDRE

* les données de 94/95
sont provisoires

La campagne de 1994/1995 tout comme celle de 1993/1994 semble être relativement bonne. En effet, les résultats provisoires de cette campagne montrent un accroissement global de 9% de la production, alors que les superficies n'enregistrent qu'une augmentation de 2%. Cependant ce chiffre cache certaines disparités entre les systèmes de production. Les cultures pluviales augmentent de 16% et les superficies de 2.5%, alors que les superficies irriguées et leur production baissent de 4 %. Ceci est principalement imputable à la baisse enregistrée au niveau des périmètres encadrés dont la production a chuté de près 50 % et les superficies du même ordre de grandeur. Ce fléchissement est lié pour l'essentiel, au fait que ces périmètres n'étaient pas en règle avec le système de crédit agricole et n'ont donc pas été éligibles au crédit au cours de la campagne 1994/1995.

PRODUCTION DE CEREALES (EN TONNES NETTES)



■ Prix officiels au producteur (Unité: UM par kilogramme)

	1991/92	1992/93	1993/94
Prix au producteur			
- Riz (Paddy)	21	24	26
- Mil	22	24	26
- Sorgho	22	24	26
- Maïs	22	24	26
Prix achat riz usiné local	38	42	45
Coût imports (CAF) riz usiné brisure	38	17	23
Prix gros vendu SONIMEX (riz usiné)	38	45	

SOURCE : Macroeconomic Update, document MDRE

■ BILAN CEREALIER (en tonnes)

	1992/93	1993/94	1994/95
Disponibilités	143010	186333	200430
. Stocks initiaux	70257	63390	58850
. Production brute	94449	161961	181763
pertes de transformation	21696	39018	40183
. Production nette	72753	122943	141580
Emplois	464805	444842	461473
. Consommation humaine	368445	381392	392128
. Aliments de bétail	30000	0	0
. Semences	2970	4600	4345
. Stocks finaux	63390	58850	65000
Excedent (-) ou déficit (+)	-321795	-258509	-261043

SOURCE : MDRE (bilan céréalier préparé par le CSA/CPA)

En dépit d'une augmentation de la production par rapport aux années précédentes, le déficit provisoire net de 1994/1995 (84.253 tonnes) est en augmentation par rapport à celui de l'année précédente. Les importations commerciales demeurant au même niveau, le déficit est imputable à une diminution de 39% de l'aide alimentaire; seulement 25.490 tonnes sont promises cette année. Le taux de couverture des emplois par les ressources est passé de 31% en 1992 à 42% en 1993 et il sera du même niveau (43%) selon les prévisions pour 1994/1995.

IMPORTATIONS COMMERCIALES (en tonnes)

	1992	1993	1994
Importations Commerciales	200751	151313	151300
Riz	60 280	42002	42000
Farine	73 598	63309	63300
Blé et autres céréales	66 873	46002	46000
Aide Alimentaire	53933	41476	25490
Riz	20 389	3827	6990
Blé/Sorgho et divers	33 544	37649	18500
TOTAL	254 684	192789	176790

Source: PAM (1/10 au 30/09 de chaque année)

■ Crédit agricole (Millions UM)

	court terme	moyen terme	total
1. Prêts débloqués			
1992 . 1993	215	58,7	273
1993 . 1994	511,2	245	756,2
1994 . 1995	347,5	259,3	606,8
Total 1.	1073,7	563	1636
2. Echéances dûes au 10/10/94			
1992 . 1993	224,3	20,7	245
1993 . 1994	549,2	38,9	588,1
1994 . 1995	-	-	-
Total 2.	773,5	59,6	833,1
3. Remboursement			
1992 . 1993	192,8	9,2	202
1993 . 1994	306,8	25	331,8
1994 . 1995	-	-	-
Total 3.	499,6	34,2	533,8
4. Taux de recouvrement 10/10/94			
1992 . 1993	86	45	82
1993 . 1994	56	64	56
1994 . 1995	-	-	-
TOTAL	65	57	64

Source: MDRE

Depuis sa création en 1992, L'UNCACEM a octroyé 1.636 millions UM aux exploitants de périmètres agricoles repartis en crédit court terme 1073.7 millions UM (soit 65.6%) et crédit moyen terme 563. millions UM (soit 34.41%). Le taux de recouvrement jusqu'au mois octobre 1994 n'a été que de 85.96% pour les premiers et de 45% pour les seconds.

Il est à noter que les crédits court terme pour la campagne 1994-1995 n'ont pu financer que 10120 hectares de riz alors que 14537 hectares ont été financés en 1993-1994. Cette baisse est liée à l'application du principe de non éligibilité des producteurs qui ne se sont pas acquittés de leurs dettes.

Pour la campagne 94/95, il n'est pas possible de donner un taux de recouvrement, le dernier délai échéant au 31 mars.

L'encours au 10 octobre 1994, se chiffrait à 833 millions UM pour les deux campagnes 92/93 et 93/94, alors que le taux de remboursement se situe seulement à 64%

I.2 PECHE

■ Evolution de la production de la pêche en quantité et en valeur

	1991	1992	1993	1994
Production				
Quantité (en tonnes)	497480	471231	479824	296527
Dont				
- Pêche industrielle	485382	455790	462651	282527
- Pêche artisanale	12098	15441	17173	14000
* Pêche artisanale traditionnelle	6441	7013	6000	6000
* Pêche artisanale moderne	5657	8428	11173	8000
Valeur (million de UM)	24406	24063	29487	ND*

SOURCE: SMCP/CEAMP

ND= non disponible

EVOLUTION PRODUCTION DES DIFFERENTES PECHERIES (en quantité: Tonnes)

	1992	1993	1994
Pecherie de fond	49804	49665	40727
Pecherie Artisanale	15441	17173	14000
Sous-total	65245	66838	54727
Pecherie Pelagique	367871	379824	208800
Pecherie spécialisée (y compris les senneurs)	22674	33162	33000
Total	455790	479824	296527

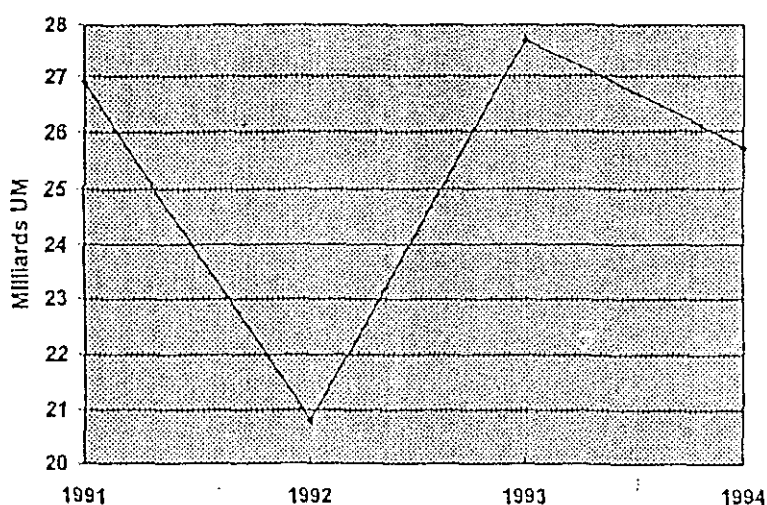
Source: CEAMP

Depuis 1991, la production de la pêche a connu des fluctuations passant de 497.480 tonnes à 297.000 tonnes en 1994. On note une baisse de 38% des captures entre 1993 et 1994. Cette baisse de la production est particulièrement imputable à une baisse de 45% de la pêcherie pélagique, suivie de la pêche artisanale de -21.7% et de la pêche de fonds qui chute de -17.9%.

Cependant, il est à noter que la baisse de la pêcherie de fond et particulièrement du poulpe n'a pas été constatée seulement dans la zone mauritanienne, mais dans toute la zone atlantique Centre-Est. S'agissant de la baisse de la production du Pélagique l'une des raisons serait la restructuration des économies de l'Europe de l'Est.

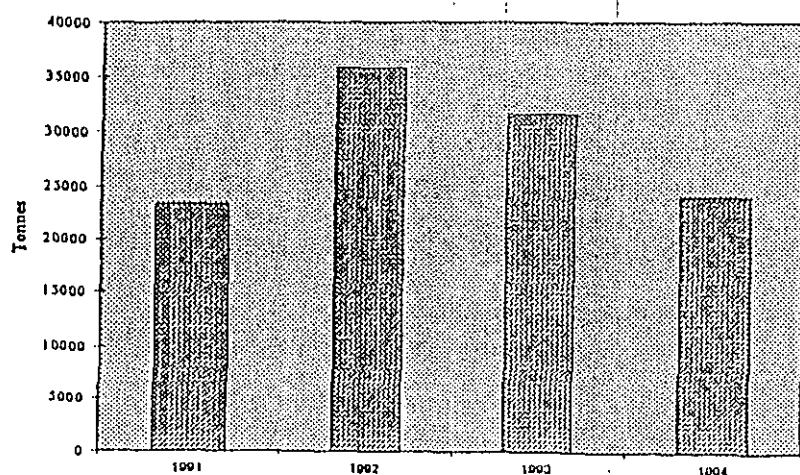
La répartition entre la pêche artisanale et industrielle reste grandement en faveur de cette dernière représentant 96.42% en 1993 à 95.47% en 1994.

EXPORTATIONS GLOBALES DES PRODUITS DE LA PÊCHE



Source : CEAMP

EXPORTATION ANNUELLE DE POULPE (en volume)



Source: CEAMP/SMCP

■ **Exportations de la SMCPP (EN TONNAGE ET EN KS)
PAR MARCHE (poulpes et demersaux)**

	1991		1992		1993		1994	
	Qte	Valeur	Qte	Valeur	Qte	Valeur	Qte	Valeur
JAPON	26804	105008	36381	121199	38113	92097	28035	114570
EUROPE	18125	36619	17657	41724	23716	45256	20184	38667
AFRIQUE	2760	1214	1109	563	973	341	1174	447
Total	47689	142841	55139	163487	62802	137694	48560	153734

La repartition des exportations de poissons par marché montre que le Japon constitue le plus grand importateur de céphalopodes mauritaniens. Sa part du marché de céphalopodes particulièrement le poulpe est passée de 56% en 1991 à 58 % en 1994, celle de l'Europe passe de 38% en 1991 à 42%, alors que l'Afrique ne detenant qu'une part assez limitée des demersaux (6% en 1991) a vu ses importations se détériorier en 1994 (2%).

□ ♦ **Contribution Secteur Pêche au Budget et aux Recettes d'exportation.**

	1992	1993	1994
RECETTES EN DEVISES			
Exportations totales (Millions UM)	33620	52484	54548
Exportations pêche (Millions UM)	19299	27600	25700
Contribution en %	57.4	52.6	47
APPORT DIRECT AU BUDGET ETAT			
Revenu du secteur pêche (Millions UM)	4301	6355	5846
Revenu budget Etat (Millions UM)	21559	27360	29629
Contribution de la pêche au Budget Etat	20.00	23.20	19.73

Pour ce qui concerne les exportations, en 1993 une hausse de 24% des poissons de fond (espèces demersales) et de 27.6% des pelagiques a été enregistrée par rapport à 1992. Elles sont généralement destinées à un petit nombre de pays: principalement l'Europe de l'Est pour les pelagiques, l'Europe occidentale pour les espèces demersales, les autres types sont vendus dans la région ou en Mauritanie.

Concernant l'année 1994, on note une baisse des exportations en quantité des pelagiques (-61.1%) et des céphalopodes (21.6%), Cette situation résulte de plusieurs facteurs dont des problèmes de gestion des ressources halieutiques qu'ont connu le secteur et de l'évolution récente des marchés extérieurs. Cependant les valeurs des exportations en 1994 a accusé une baisse de 37.7% par rapport à 1993 et leur contribution aux recettes budgétaires a été de 23.2% en 1993 et 19.73% en 1994, alors que pour les recettes d'exportation, elle a été de 53% en 1993 et 47 % en 1994

DISTRIBUTION DU CREDIT DE PECHE (Millions UM)

ECHEANCES	1991	1992	1993	1994 prov.
Court terme	12880	13485	14439	14924
Moyen terme	1432	1508	960	747
Total	14312	14993	15399	15671

Source: BCM

I.3 INDUSTRIES EXTRACTIVES

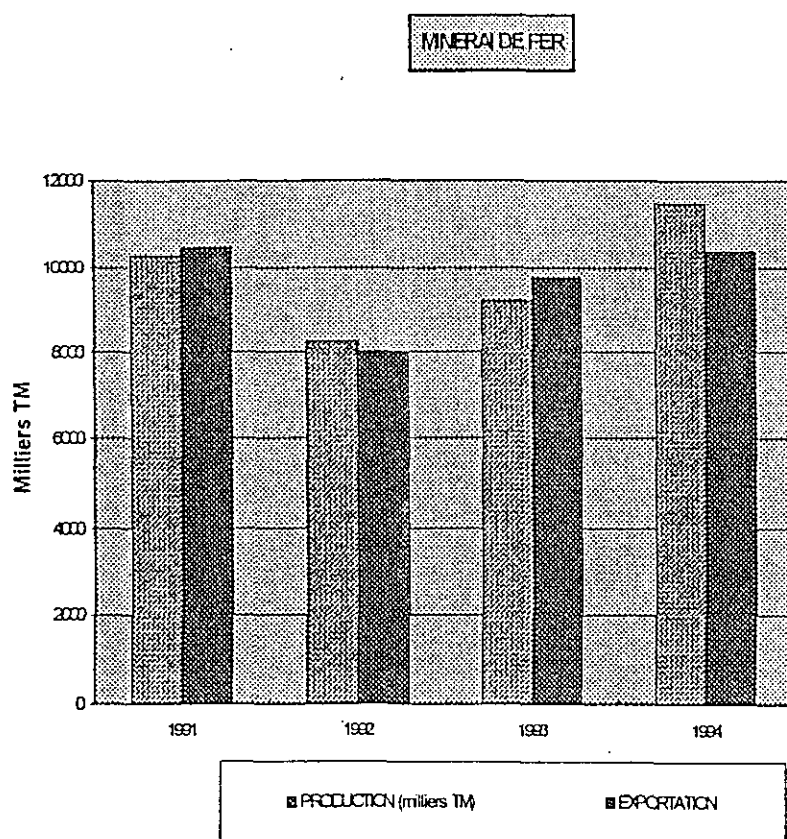
◆ □ MINES DE FER

EVOLUTION STRUCTURE MINERAI DE FER ET PRIX MENSUELS

■ Structure minéral

	1991	1992	1993	1994
Production (milliers TM)	10264	8262	9195	11459
Exportations	10468	8013	9740	10351
- Volume (TM vendu/milliers)	10468	8013	9740	10351
- CA (milliers US\$)	212188	154789	158641	160560
Stock Port (milliers TM)	937	1040	497	1560
Exportation/Production	101.99	96.99	105.93	90.33

Source: SNIM NBD



Le secteur minier qui constitue l'un des moteurs de la croissance économique du pays, a connu quelques problèmes ces dernières années liés à la conjoncture internationale difficile.

La production du minerai de fer après une chute de 20% entre 1991 et 1992, a évolué positivement de 1992 à 1994 passant de 8,3 millions de tonnes en 1992 à 11,5 millions de tonnes en 1994 soit une augmentation de 38.7%.

Les exportations en volume après un fléchissement de 23.5% entre 1991 et 1992, enregistrent un accroissement de 6.3% entre 1993 et 1994. Ceci s'explique essentiellement par la baisse de la demande internationale combinée à une chute des prix de 5% environ sur le marché mondial.

■ Evolution mensuelle des prix moyens du fer (US\$/tm)

ANNEE / MOIS	1991	1992	1993	1994
JANVIER	18.272	20.295	19.070	16.172
FEVRIER	18.326	19.567	17.810	16.184
MARS	18.889	19.407	17.419	15.297
AVRIL	19.603	19.356	17.134	16.083
MAI	19.780	19.160	16.893	15.753
JUIN	20.025	18.959	16.507	15.563
JUILLET	19.994	18.978	16.492	15.408
AOUT	20.096	19.066	16.321	14.972
SEPTEMBRE	20.073	19.159	16.232	15.662
OCTOBRE	20.182	19.291	16.259	15.587
NOVEMBRE	20.263	19.264	16.263	15.570
DECEMBRE	20.28	19.326	16.287	15.527
MOYENNE	19.649	19.319	16.891	15.648

Source: SNIM (NDB)

La moyenne annuelle des prix du minerai de fer a continué sa baisse progressive de 1992 à 1994. Durant cette période, l'année 1994 a connu la baisse la plus marquée des prix du fer.

□ ♦ □ Mines d'OR

Tonnage traité (en tonnes sèches)	578651
Teneur réelle en or (en gr/t)	3.470
Tonnage d'or récupéré en kg)	1754.096
Tonnage d'or fin vendu en kg)	1738.211
Rendement de récupération (en %)	87.4
Chiffre d'affaires à fin novembre	18.018 \$

	1992	1993	1994
Exportation OR			
Volume			
Onces	20.100	38.030	55.884
KG	625.2	1223	1738.19
Valeur (\$.US)	7.030.000	13.850.000	21.786.509

Source: MORAK

La société des Mines d'Or (MORAK) a commencé sa production effective en mai 1992. Le début de l'année 1993 a connu des taux de récupération inférieurs aux prévisions, mais la mise en place de nouvelles technologies au mois d'août a permis d'améliorer le rendement. Cependant pour l'année 1994, la marche a été dans l'ensemble très régulière et la production obtenue est la plus élevée depuis le démarrage de l'usine. De gros travaux de réhabilitation ont été effectués dans les installations. C'est ce qui a permis de maintenir le niveau des exportations en volume plus élevé que l'année précédente. Une augmentation de 17.854 onces a été constatée.

I.4 CONSOMMATION TRIMESTRIELLE D'ELECTRICITE

Unité: Milliers de KWH

	1993				1994				Var94/93
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	
Consommation électricité basse tension (en GWH)	12.2	16.1	15.2	14.4	13.8	13.9	20.9	16.2	16%
Nombre de consommateurs BT	23077	23746	24179	24721	26267	26175	26539	27130	11%
Consommation électricité moyenne tension	16.1	16.9	20.8	17.1	16.4	21.6	19.1	14.7	0%
Nombre de consommateurs moyenne tension	132	137	147	142	145	146	150	153	6%

Source : SONELEC

BT = Basse tension

MT = Moyenne tension

Cons= Consommateurs

La consommation d'électricité varie en fonction des périodes (phénomène de saisonnalité), mais également en fonction de l'intensité de l'activité. Les abonnés de la moyenne tension sont essentiellement des PME (Petites et Moyennes Entreprises), des Entreprises publiques, quelques EPAs, les Banques, alors que la basse tension est utilisée par les ménages et les entreprises du secteur informel (boutiques, menuiseries, restaurants...).

Dans un environnement marqué par la croissance des besoins des ménages et des industries, la le nombre de consommateurs d'électricité ne cesse de progresser.

I.5 TRAFIC PORTUAIRE

Mouvement de la navigation

(navires commerce)

Unité: Nombre d'arrivées

	1993	1994	Var %
Janvier	28	26	-7.14
Février	26	19	-26.92
Mars	26	24	-7.69
Avril	24	23	-4.17
Mai	22	24	9.09
Juin	26	21	-19.23
Juillet	26	28	7.69
Août	24	23	-4.17
Septembre	28	27	-3.57
Octobre	19	21	10.53
Novembre	22	26	18.18
Décembre	27	18	-33.33
Total	298	280	-6.04

Source: Port autonome de Nouakchott

Evolution du Trafic Mensuel (importations)

Unité: tonne

Mois\année	1993	1994	Variation %
Janvier	41441	54601	31.8
Février	32798	47797	45.7
Mars	45107	49311	9.3
Avril	28525	39.666	-99.9
Mai	51746	47793	-7.6
Juin	43393	38940	-10.3
Juillet	86110	63426	-26.3
Août	58348	35658	-38.9
Septembre	73566	51388	-30.1
Octobre	60819	33009	-45.7
Novembre	60584	41033	-32.3
Décembre	61249	42615	-30.4
Total	643686	505610.67	-21.5

TRAFIC PAR NATURE DE PRODUIT

TRAFIC PORTUAIRE PAR NATURE DE PRODUIT (IMPORTATION)

	1993	1994	var94/93
Ciment	131774	145142	+ 10
Sucre	48802	70302	+ 44
Blé	102453	33012	-68
Riz	86282	18683	-78
Matériel d'équipement	16319	19710	+ 21
Produits chimiques	6921	11390	+ 65
Vehicules	4697	3684	-22
Matériels hospitaliers	178	486	+ 113

1.6 TRAFIC AERIEN

	1992	1993	1994
AVIONS			janv - juin
Transport commercial	6101	6728	3190
National	4416	4834	2144
International	1685	1894	1046
Transport non commercial	4470	6217	4530
Aeroclubs	3191	3906	3256
Autres	1279	2311	1274
Total General1	10571	12945	7720
FRET			
Fret Local	862.1	1271.0	687.2
Fret International	2516.1	3497.6	1697.7
Total General2	3378.2	4768.6	2384.9
PASSAGERS			
Passagers locaux	220840	239184	108044
Passagers internationaux	71479	68548	36353
Transit	43742	61605	31145
Total General3	336061	369337	175542

SOURCE: ASECNA (REPRESENTATION NOUAKCHOTT)

Transport aérien

L'évolution du trafic aérien Mauritanien entre 1992 et 1994 a été positive. Le trafic passager (336061 passagers) a enregistré une progression de 10% par rapport à 1992, le fret 41% et les mouvements d'avion 22%. L'accroissement des mouvements d'avions s'explique par la mise en service du nouvel aérogare de Nouakchott en juillet 1993).

L'aéroport de Nouadhibou a enregistré 90 269 passagers en 1993 soit une progression de 6,3%, par rapport à 1992 alors que son fret diminue de -4,6% quant aux mouvements des avions, ils ont progressé de 25%.

Les six premiers mois de l'année 1994 comparés aux 6 mois de 1993 montrent une évolution favorable aussi bien au niveau du fret, des passagers, que des mouvements d'avions. Ces résultats extrapolés à toute l'année donne 351084 passagers soit une baisse de 5% par rapport à 1993, au niveau du fret une baisse de 0.03% a été enregistrée également alors que les mouvements d'avions progressent de 20%.

I.7 Statistiques scolaires

	1992	1993	1994
Taux de scolarisation	55%	63%	71%
Garçons	61%	68%	74%
Filles	49%	57%	63%
effectif scolarisé total	187202	218215	246517
Garçons	106573	121409	136102
Filles	80629	96806	110415

I.8 - PRIX ET TAUX DE CHANGE

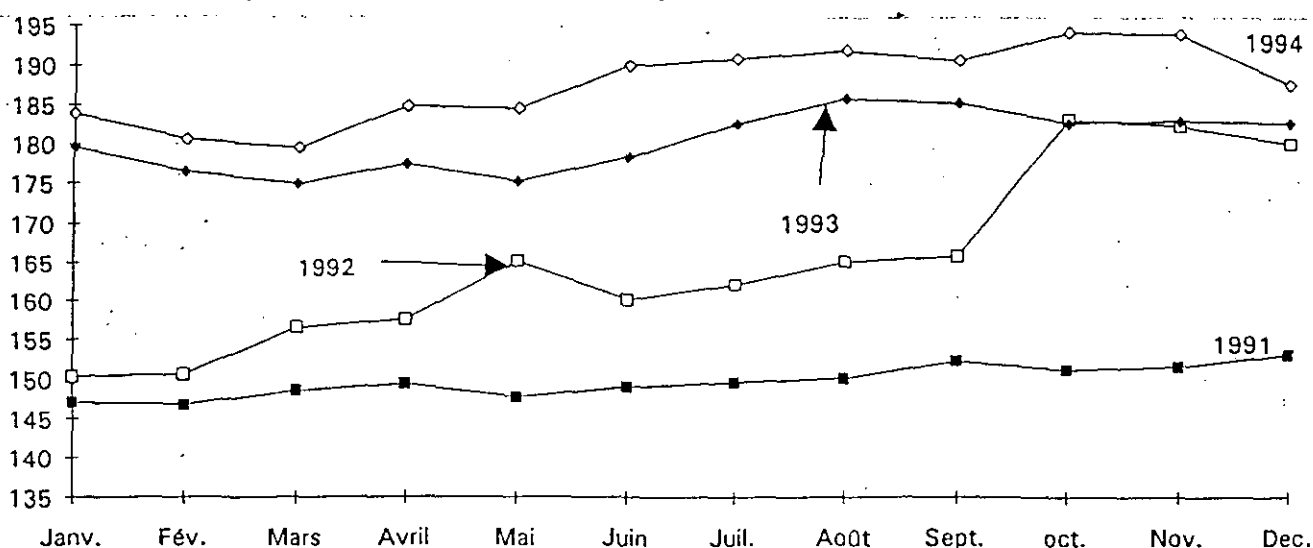
☐ Indice des prix à la consommation (base 100 = juillet 1985)

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	oct.	Nov.	Dec.	moy.
1991	147.10	146.80	148.60	149.40	147.70	149.00	149.60	150.10	152.20	151.10	151.50	153.00	149.68
1992	150.35	150.59	156.48	157.51	165.2	160.13	162.13	165.09	165.8	183.03	182.15	179.81	164.9
1993	179.57	176.41	174.88	177.36	175.2	178.31	182.61	185.71	185.1	182.58	182.8	182.5	180.2
1994	183.9	180.5	179.4	184.71	184.51	190.07	190.9	191.81	190.48	194.11	193.81	187.42	181.27

	1991	1992	1993	1994
Indice général	149.7	164.86	180.25	187.63
taux d'inflation	5.57	10.13	9.33	4.1

SOURCE : ONS

INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (BASE 100 = JUILLET 1985)



SOURCE : Office National des Statistiques

L'évolution mensuelle des prix depuis 1992 a connu des fluctuations (voir tableau ci-dessus).
L'indice des prix à la consommation pour l'année 1994 a varié de +4.1% par rapport à son niveau de 1993. Cependant plusieurs raisons expliquent cette augmentation notamment la baisse du niveau des stocks céréalières (SONIMEX), les problèmes d'approvisionnement du marché local en produits frais en provenance de l'extérieur, l'effet de la saisonnalité pendant certaines périodes de l'année, mais également les anticipations spéculatives sur l'incidence de la nouvelle taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au dernier trimestre de 1994 (malgré une diminution de 3.30% des prix entre novembre et décembre).

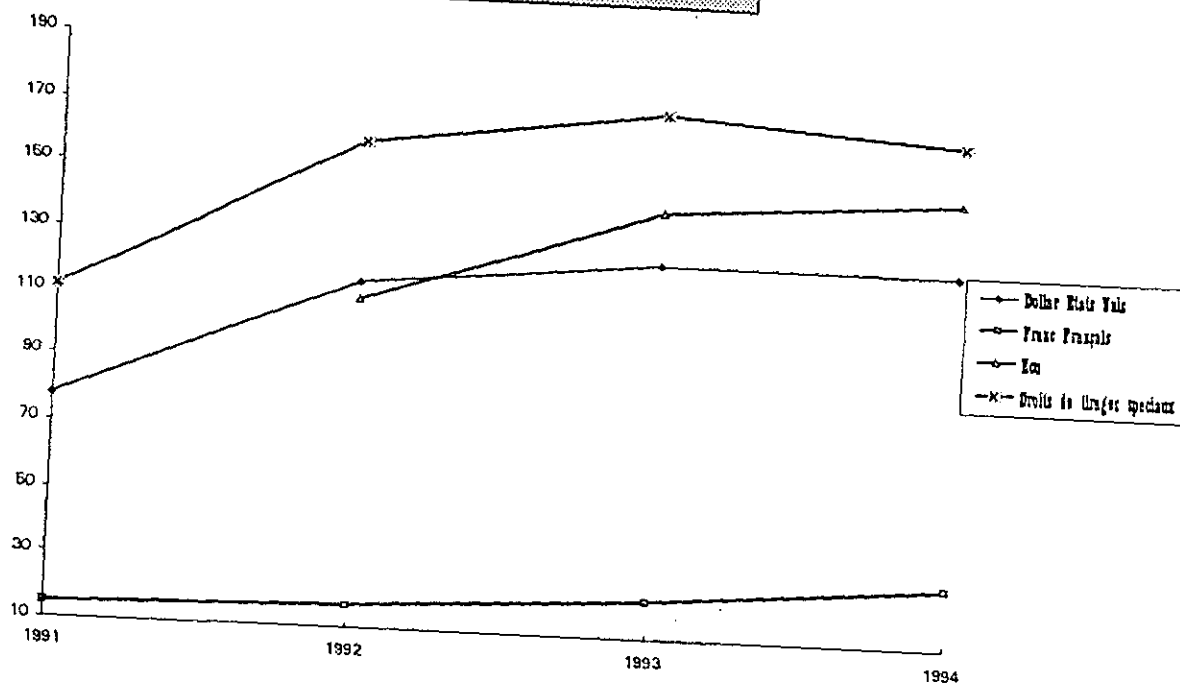
■ **Taux de change**

(UM en monnaie étrangère)

	1991	1992	1993	1994
Dollar Etats Unis	77.81	115.1	124.2	123.54
Franc Français	14.6	16.55	21.22	28.01
Droits de tirages speciaux	111.3	158.3	170.51	163.86
ECU		109.94	139.48	145.67

SOURCE : - Banque centrale de mauritanie
Union Européenne pour l'ECU

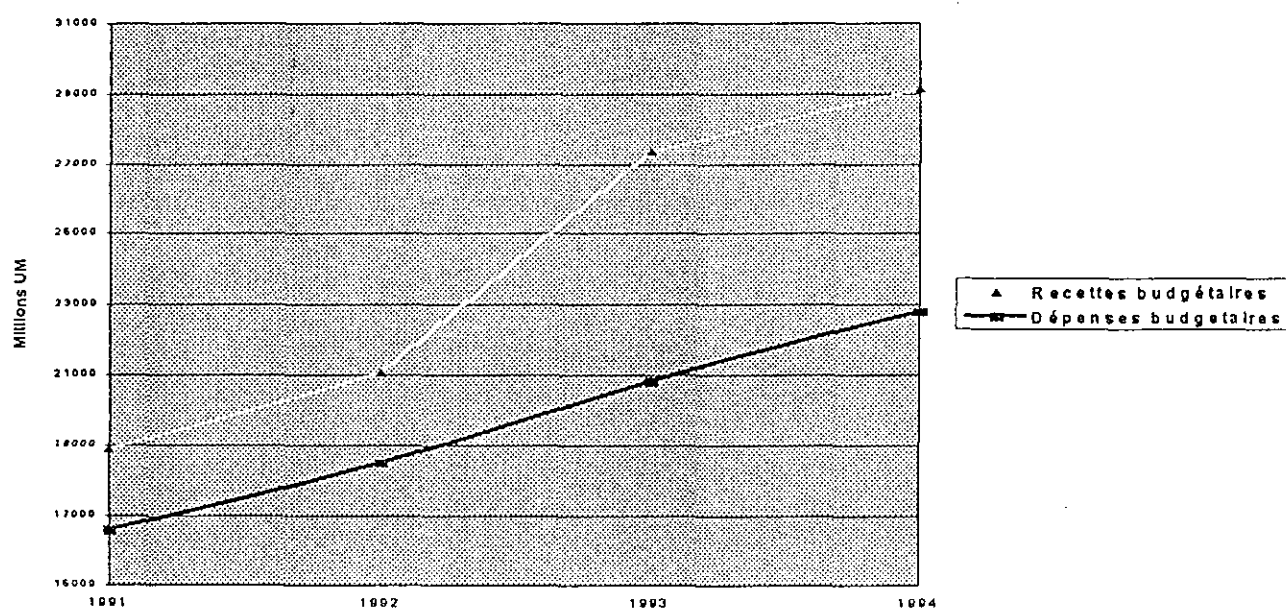
TAUX DE CHANGE
(UN en monnaie étrangère)



II. ACTIVITÉ MACROECONOMIQUE

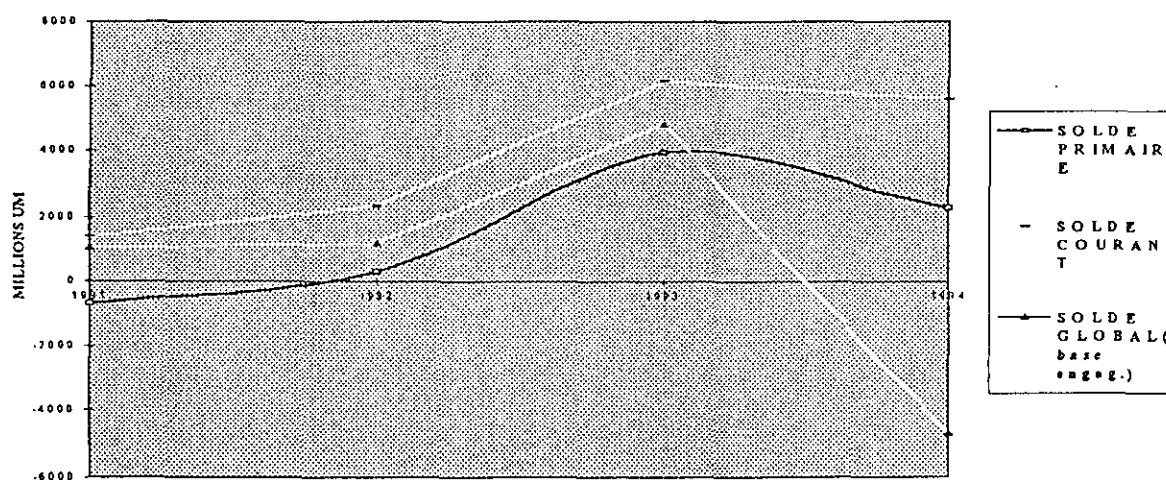
II.1 FINANCES PUBLIQUES

Recettes et Dépenses Budgétaires



SOURCE : Direction du Budget

Les recettes budgétaires se situant à 19.9% du PIB en 1994, se sont accrues de 7% par rapport à 1993 alors que les dépenses budgétaires progressent de 9%. L'accroissement des recettes résulte de l'effet combiné d'une augmentation des recettes fiscales de 5.32% lié particulièrement à une croissance des droits de douane (import), des impôts sur le revenu et les bénéfices, des recettes non fiscales (6.5%) principalement les redevances du secteur de la pêche, mais également des recettes en capital (avec un taux de croissance de 36.47% par rapport à 1993).

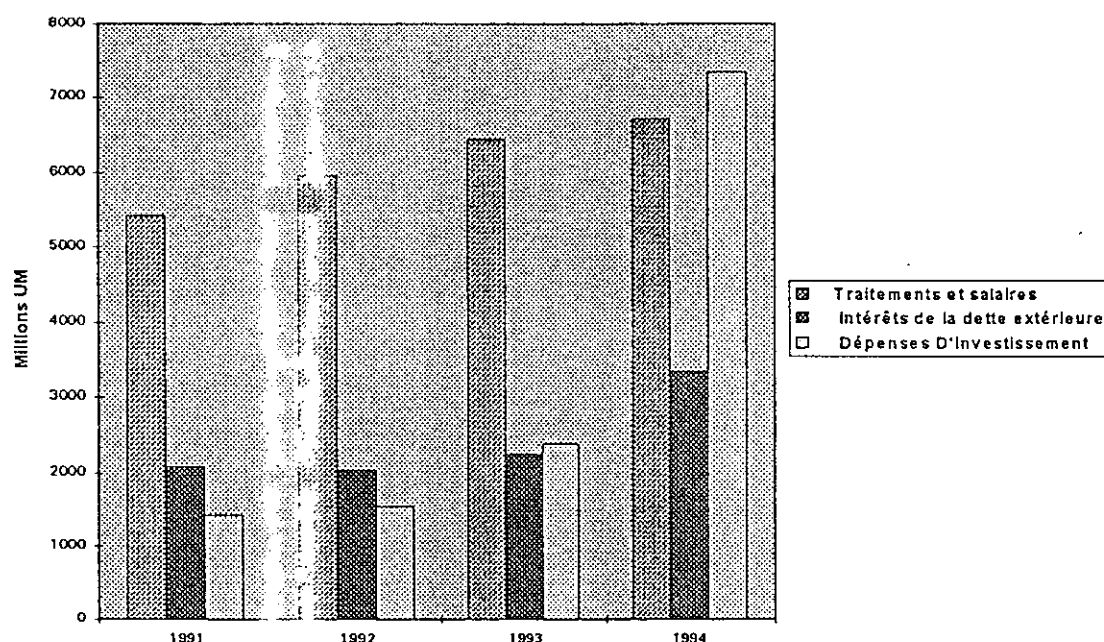


Source: Direction du Budget

Tableau des recettes et Dépenses (en millions d'UM)

	1991	1992	1993	1994
Recettes budgétaires	18893	21076	27374	29156
Dépenses budgétaires	16598	18513	20844	22375
RESSOURCES TOTALES	19795	22171	28450	29629
DEPENSES TOTALES	18747	20977	23663	34360
<i>Solde primaire</i>	-702	279	3913	2288
solde global (base engagements)	1048	1194	4787	-4731
Variation des arriérés	-1762	0	-19690	0
solde global (base caisse)	-714	1194	-14903	-4731

◆ DEPENSES PUBLIQUES



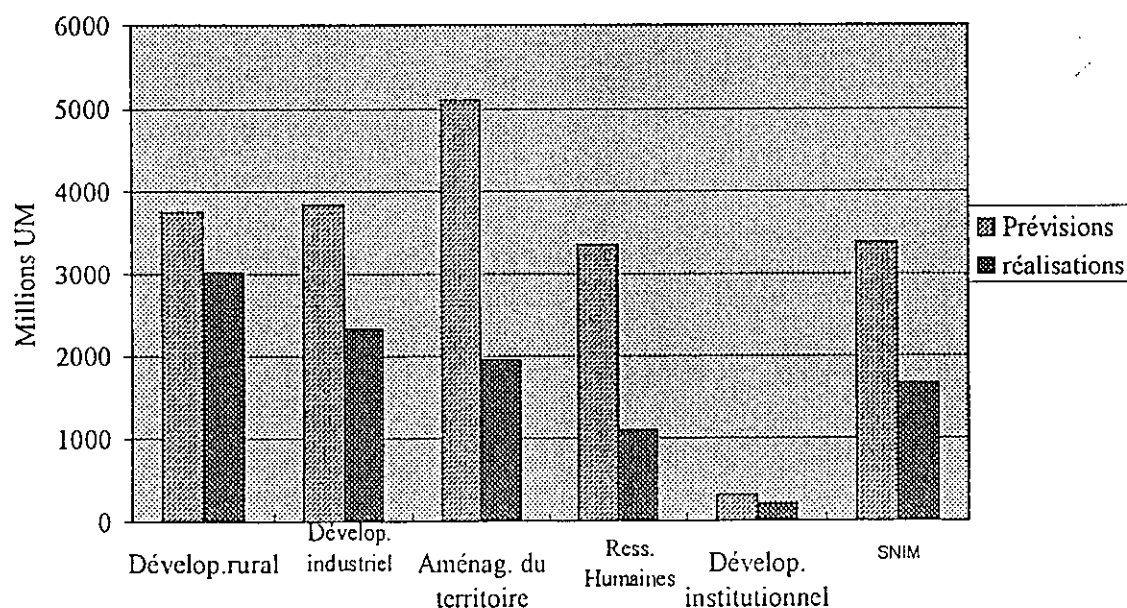
Quant aux dépenses, la rigueur de la gestion budgétaire conditionnée par les programmes d'ajustement en accord avec les institutions financières internationales avait maintenu leur niveau de 1991 à 1993 en deçà de celui des recettes. Cependant en 1994 ce rythme d'évolution a été interrompu; situant les dépenses à 34360 millions d'UM. Il en résulte un déficit global sur la base des engagements de 4731 millions UM. Cette progression des dépenses peut s'expliquer par le bond des dépenses d'investissements qui accusent un accroissement de 208%, passant de 2380 millions UM en 1993 à 7330 millions en 1994.

■ Principaux Ratios des Finances Publiques

	1991	1992	1993	1994
Recettes fiscales / PIB (pm)	16.6	17.2	18.5	19.9
Dépens.investiss./dép. totales	6.8	7.5	10.4	13.1
Salaires / dépenses courantes	29.1	32.7	32.3	29.7
Recettes totales / PIB. pm	22.3	22.1	24.4	26.1
Dépenses totales / PIB. pm	22.5	20.8	19.6	20.9
Service dette/dépenses totales	30.0	38.30	60.0	52.9
Intérêts/dépenses courantes	12.9	17.2	11.2	16.8
Solde primaire / PIB pm	3.8	6.0	8.0	4.1
Solde global (base engag.)/PIB	-0.2	1.3	4.8	5.2
Solde global (base caisse) / PIB	-0.2	1.3	4.8	5.2

II.2 PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS (PIP)

PIP PAR SECTEUR
1994



L'exécution du Programme d'Investissements Publics (PIP) a connu une situation de croissance favorable depuis 1992, liée à la reprise des négociations avec les bailleurs de fonds et à la conclusion de trois documents cadre de politique économique et financière dont le dernier a été approuvé le 25 janvier 1995 par les institutions de Bretton Woods.

Dans le contexte du groupe consultatif pour la Mauritanie tenu en mai 1994 à Paris le gouvernement a obtenu des engagements de dons et de prêts de la part des bailleurs de fonds pour le financement du Programme d'Investissements Publics.

Le PIP pourra bénéficier d'un financement de 167 millions de DTS, couvrant la période 1995-1997 et dont DTS 437 millions sont déjà disponibles. Sur la base de ses engagements, les décaissements officiels pourraient s'élever à DTS 56 millions annuellement.

■ Exécution du PIP par secteur en % des prévisions

SECTEUR	1992			1993			1994		
	Prévis	Rééali	Tx exéc	Prévis	Réalis	Exécution	Prévis	Réalis	Exécution
Dévelop.rural	3556	2236	62.88	3746	2360	63.00	3756	3021	80.43
Agriculture	1912	1655	86.56	1896	1820	95.99	1553.8	1939	124.79
Génie rural	198	24	12.12	308	27	8.77	481	364	75.68
Hydraulique villag.	725	200	27.59	802	218	27.18	806.5	396	49.10
Elevage	260	268	103.08	308	248	80.52	291	187	64.26
Environnement	223	48	21.52	186	0	0.00	338.5	0	0
Recherche, formation	238	41	17.23	246	46	18.70	285.3	134	46.97
Dévelop.industriel	2246	523	23.29	4398	1455	33.08	3839.9	2328	60.63
Pêche	1581	421	26.63	2905	1361	46.85	2121.9	804	37.89
Mines (hors SNIM)	156	1	0.64	154	21	13.64	165	89	53.94
Industrie, Artisanat	54	7	12.96	24	0	0.00	37	0	0
Energie	455	94	20.66	1315	73	5.55	1516	1435	94.66
Aménag. du territoire	1839	946	51.44	3604	1336	37.07	5114.1	1956	38.25
Habitat, Urban. Transp.	420	16	3.81	757	167	22.06	916	442	48.25
Hydraulique Urbaine	244	388	159.02	730	208	28.49	347	111	31.99
Infrastructures Routières	721	141	19.56	1233	876	71.05	3227.5	1025	31.76
Infrastructures portuaires	0	0		100	62	62.00	237	52	21.94
Infrastructures aériennes	171	297	173.68	0	0	0.00	0	0	0
Information, Télécom.	283	104	36.75	785	24	3.06	368	325	88.32
Ressources Humaines	1730	770	44.51	1790	751	41.96	3362.32	1101	32.75
Culture, jeunesse, sports	31	0	0.00	2	0	0.00	10	0	0
Justice	0	0	0.00	20	0	0.00	10	0	0
Education	916	550	60.04	1145	464	40.52	1631.3	688	42.17
Santé	783	109	13.92	478	232	48.54	1593.82	391	24.53
Alphabétisation		106		0	0	0.00	0	0	
Emploi		5		146	55	37.67	117.2	22	18.77
Dévelop. institutionnel	804	403	50.12	456	258	56.58	316.6	206	65.07
SNIM	7220	5676	78.61	3737	4835	129.38	3392	1671	49.26
Total (hors SNIM & OMVS)	10175	4878	47.94	13994	6160	44.02	16389	8612	52.55
TOTAL GENERAL	17395	10554	60.67	17731	10995	62.01	19781	10282	51.98

L'analyse de l'état d'exécution financière du PIP en 1994, montre des taux de réalisations différents par secteur.

Le Développement rural... représente 30% du total des décaissements. Ce qui se justifie d'une part par son taux d'exécution appréciable 80.43% et d'autre part par l'importance des investissements réalisés dans le sous secteur agriculture qui occupe la première place (le taux d'exécution des projets de ce sous-secteur a atteint 124.79%, suivi du génie rural (76%).

Le secteur rural est suivi du développement industriel (23% du total des décaissements) qui connaît un taux d'exécution financière assez bon (61 %) et suit la clé de repartition du BCI par rapport aux décaissements totaux.

Quant aux trois autres secteurs, la répartition suit celle de la programmation du BCI 1994. L'Aménagement du territoire avec un taux de 38.25% des décaissements du secteur ne représente que 14% des investissements totaux, la faiblesse de ce taux est due au fait que seul le sous secteur Information et télécommunication a connu une bonne exécution (88% des prévisions), Les ressources humaines (33%) n'enregistre que 11% des décaissements.totaux et enfin le développement institutionnel avec un taux de 65.07% ne représente que 2% des investissements totaux..

MISSION RESIDENTE
DE LA BANQUE MONDIALE
B.P. 637 - NOUAKCHOTT (N.I.M.)

CS-RJM
69

PREVISION PIP (1994-1996)

SECTEUR	1994		1995		1996	
	M.UM	%	M.U	%	M.U M	%
Dévelop.rural	3756	17.4	5306	24.1	6036	22.9
Dévelop.industriel	3840	27.3	3127	32.8	8100	30.7
Aménag. du territoire	5114	21.9	7414	31.7	8725	33.1
Ressources Humaines	3362	14.4	3535	9.4	3031	11.5
Dévelop. institutionnel	317	1.4	367	2	454	1.7
SNIM	3392	17.6	1355			
Total (hors SNIM & OMVS)	16389	82.4	21100	100	26346	99.9
Total général	19781	100	24800	100	26346	100

Source: Direction du Plan, BCI 1994, 1995
pour l'année 1996 : Document PIP 94-96:
Stratégies et Perspectives

II.3 LA SITUATION DES BANQUES AU 31.12/1993

I. COLLECTE DE L'EPARGNE

	BMCI	BNM	CHB	BAMIS	Système banc.
Compte à terme	1240	986	1241	1227	4694
Compte d'épargne	338	621	0	77	1036
Compte à vue	5211	3251	1976	1174	11612
Autres ressources clientèles	2121	0	364	0	2485
Total des ressources	8910	4858	3581	2478	19827

Les ressources des banques commerciales, sont composées à hauteur de 70% par des dépôts à vue. Les autres ressources clientèles comprennent essentiellement des dépôts sur ouvertures de crédit documentaire import. La durée des paiements sur les comptes à terme est rarement supérieure à une année. La BMCI collecte 45% des dépôts du système bancaire. Les ressources des Banques commerciales sont caractérisées par une forte instabilité qui restreint fortement les capacités de transformation.

II. DISTRIBUTION DE CREDIT

	BMCI	BNM	CHB	BAMIS	Système banc.
Crédit à Long terme > 8 ans	0	0	0	0	0
Crédit moyen terme 2 à 8ans	278	78	213	195	764
Crédit CT et compte débiteurs	7049	14868	5724	4180	31821
Crédits distribués	7327	14946	5937	4375	32585
Provisions	2133	9570	2512	205	14420
Encours net	5186	5376	3425	4170	18157
Engagements hors bilan	8091	1901	2104	1769	13865
Engagement global	13277	7277	5529	5939	32022

Source: Bilans publiés par les Banques

Compte tenu de leurs ressources, les Banques commerciales ne distribuent que des crédits à court terme, qui représentent 98% des encours de crédits. La quantité des crédits est médiocre, ils sont provisionnés à hauteur de 44%. Les Banques commerciales supportent encore le poids du passé qui ne les incite guère à prendre des risques élevés. L'activité des Banques se concentre essentiellement sur des opérations hors bilan que sont les opérations de crédit documentaire, l'octroi de cautions et avals.

III. RENTABILITE DE L'ACTIVITE

	BMCI	BNM	CHB	BAMIS	Système ban.
Chiffre d'affaires bancaire	1192	396	536	172	2296
Produits nets bancaires	963	150	404	-40	1477
Frais d'exploitation	264	237	261	268	1030
Résultat net	16	37	217	-140	130
Nombre de salariés	230	144	120	76	570

Source: Bilans publiés par les Banques

D'après les derniers audits bancaires, la BMCI a réalisé plus de 52% du chiffre d'affaires du système bancaire en 1993, alors que l'activité de financement de la BAMIS ne semble pas atteindre son équilibre. Les frais d'exploitation sont au même niveau dans les quatre banques bien que le nombre de personnes employées soit fort différent. La rentabilité des banques est faible avec des politiques de provisions forts différentes.

IV. RATIOS DE GESTION

	BMCI	BNM	CHB	BAMIS	Système bancaire
Fonds propres	1086	568	1541	2272	5467
Engagements bancaires pondérés	7531	5909	4099	4924	22463
taux de Couverture de risque BCM	14%	10	38	46	24

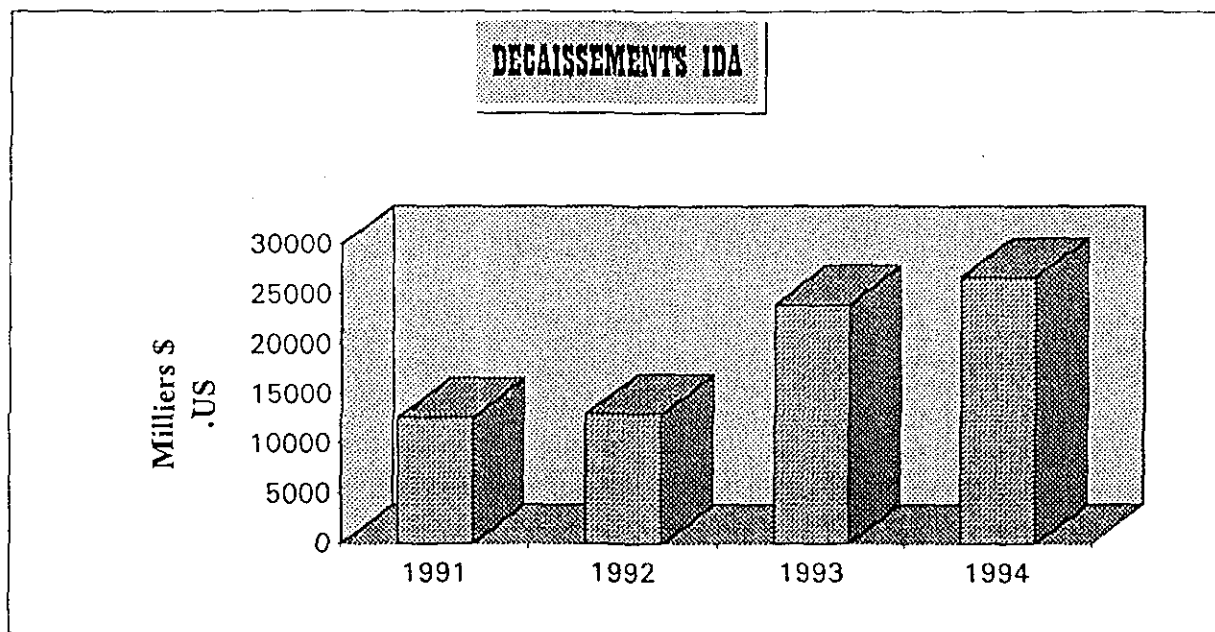
Source: Bilans publiés par les Banques

Les quatre banques respectent le ratio de couverture des engagements pondérés, fixé au minimum à 8% des fonds propres. Toutefois ces ratios sont à analyser avec prudence car ils sont fortement conditionnés par le taux de provisions des actifs à risques et notamment des créances douteuses.

II.4 BAILLEURS DE FONDS

□ Banque Mondiale

Investissement et Ajustement

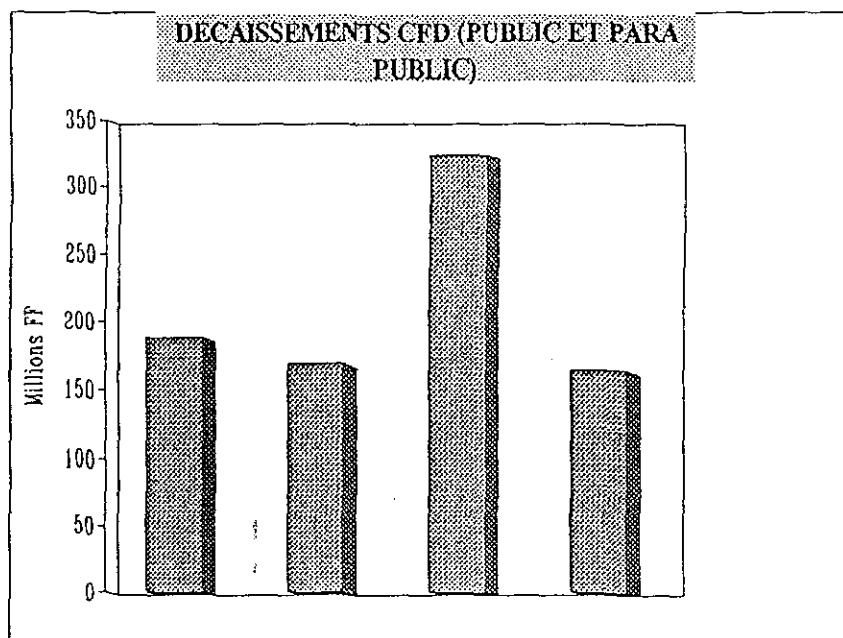


Il s'agit des années fiscales de la Banque Mondiale (1 Juillet au 30 Juin)

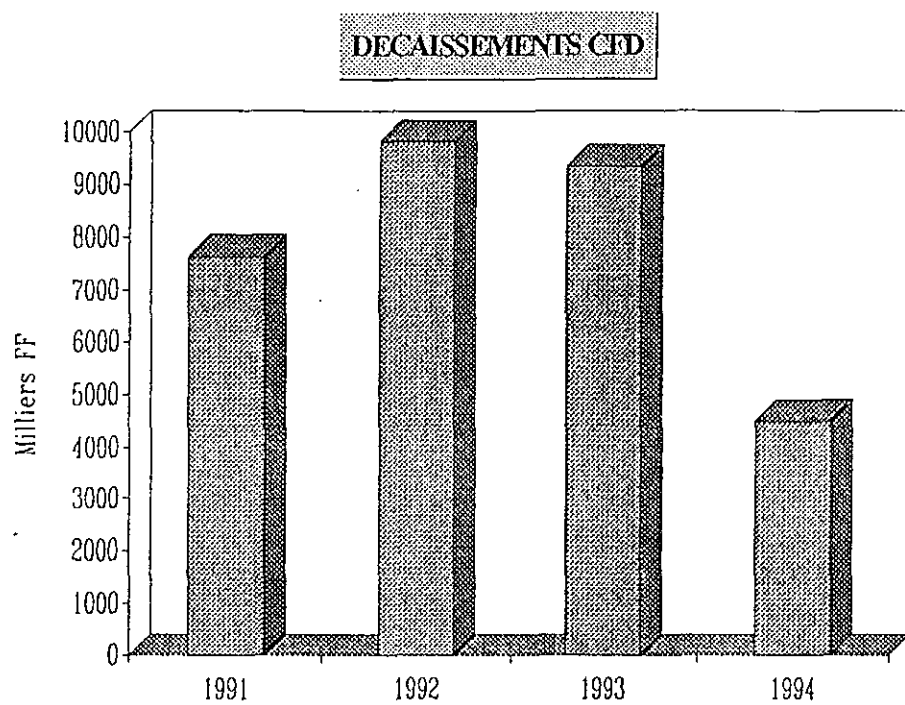
□ Caisse Française de Développement

Décaissement sur projets et Subvention d'ajustement

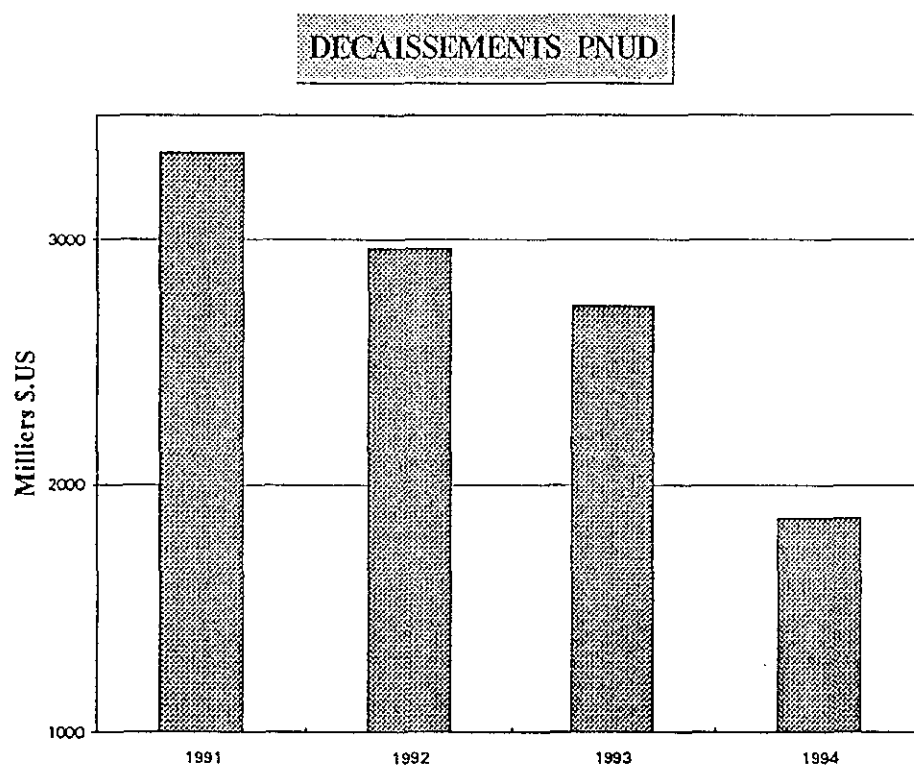
○ Secteur Public et Para-public



○ Secteur privé
Unité: Milliers de FF



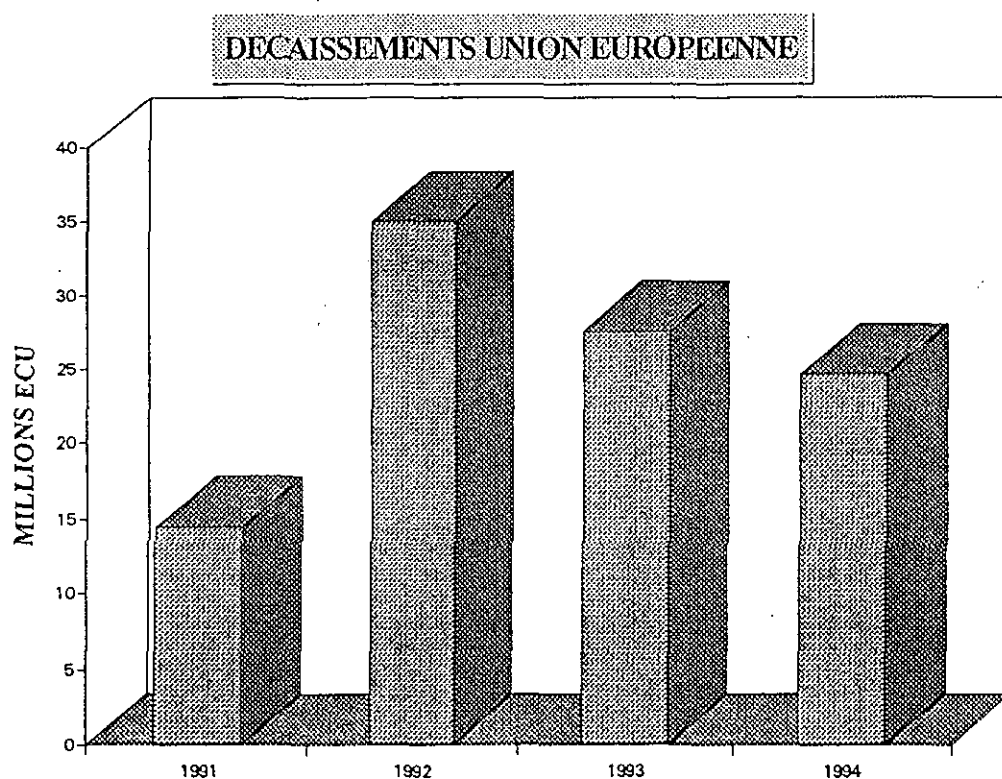
□ PNUD



Source: PNUD

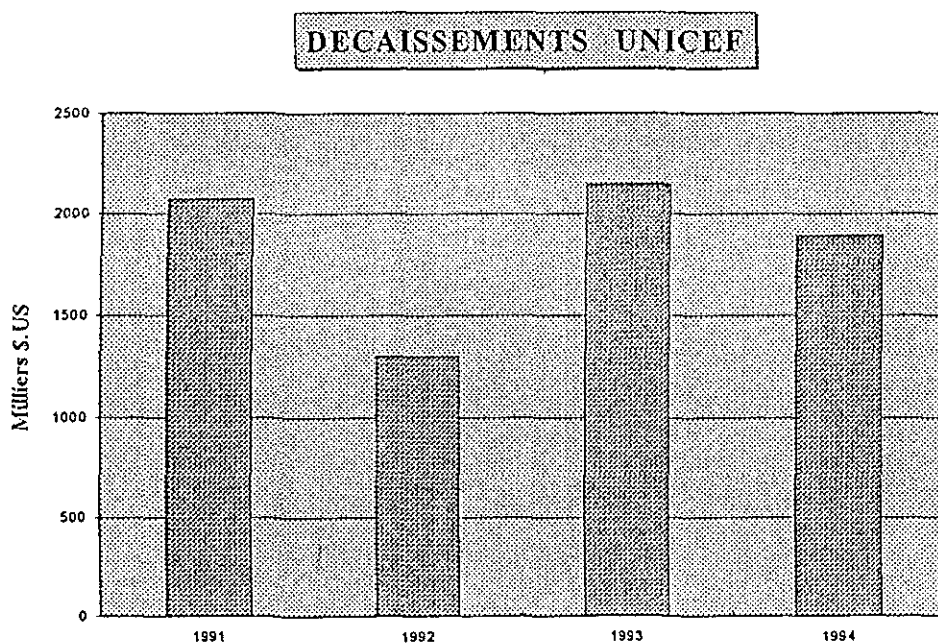
□ Union Européenne

Décaissements sur FED IV - VII



Source: Déléation de l'Union Européenne à Nouakchott

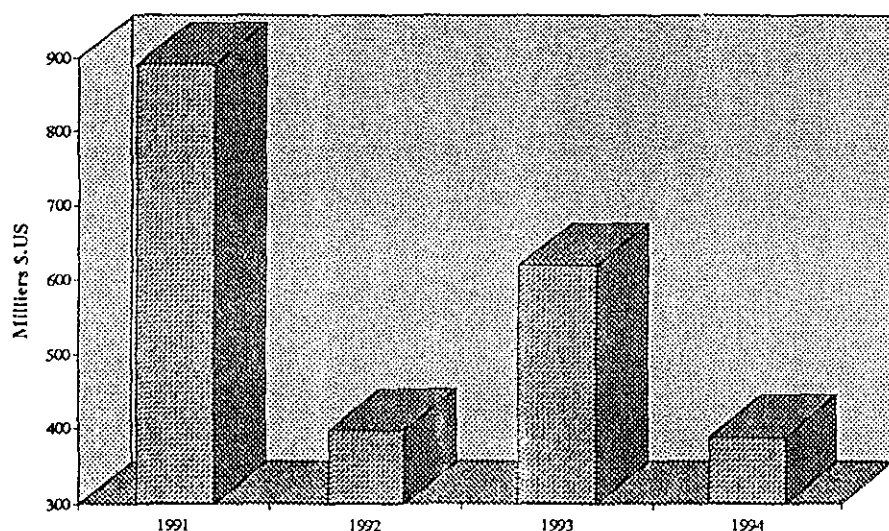
□ UNICEF



Source: RCD PNUD 1994 de 1991 à 1993
UNICEF pour 1994

□ FNUAP

DECAISSEMENTS PROJETS FINANCES PAR LE FNUAP



Source : Rapport Coopération au Développement PNUD 1994

II.5 DETTE EXTERIEURE

DETTE (en Millions UM)	1991	1992	1993	1994
ENCOURS TOTAL	207257	225893	328609	222057
- Dette à long terme	182912	201387	303701	211767
- Dette à court terme	19830	19830	19830	0
- Crédit FMI	4514	4675	5078	10290
ARRIERES	28697	41675	30229	6300
- Principal	20959	32405	22248	3168
- Intérêt	7739	9270	7980	3132
Service de la dette	5885	17176	14186	13440

95
207 257, 22
10 361
6 65, 8
23 000
P 0 6027
52 589

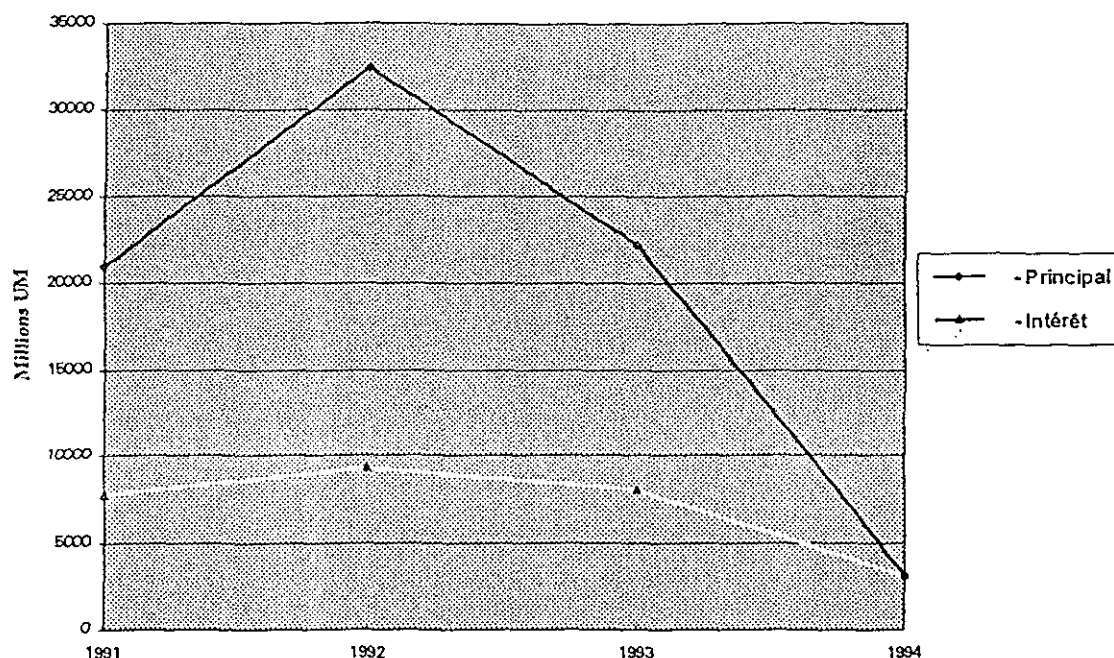
L'encours de la dette extérieure pendant la période 1991-1993 a augmenté considérablement.

Il s'est accru de 97% pendant cette période et représenté 224% du PIB en 1991 à 203% en 1993.

Les efforts d'ajustement entrepris dans le cadre du VI^e DCPE avaient entre autres objectifs d'assainir la situation de la dette extérieure. C'est dans ce sens que des mesures ont été prises visant à résoudre ces problèmes d'endettement extérieur par rééchelonnement avec les membres du club de Paris et d'autres créanciers bilatéraux non membres du Club, mais également par le règlement d'une partie des arriérés auprès des Banques privées étrangères.

C'est ainsi que l'encours de la dette publique extérieure pour l'année 1994 (bien qu'élévé par rapport au niveau souhaité) a baissé de 32% par rapport à son niveau de 1993.

ARRIERES DE LA DETTE EXTERIEURE

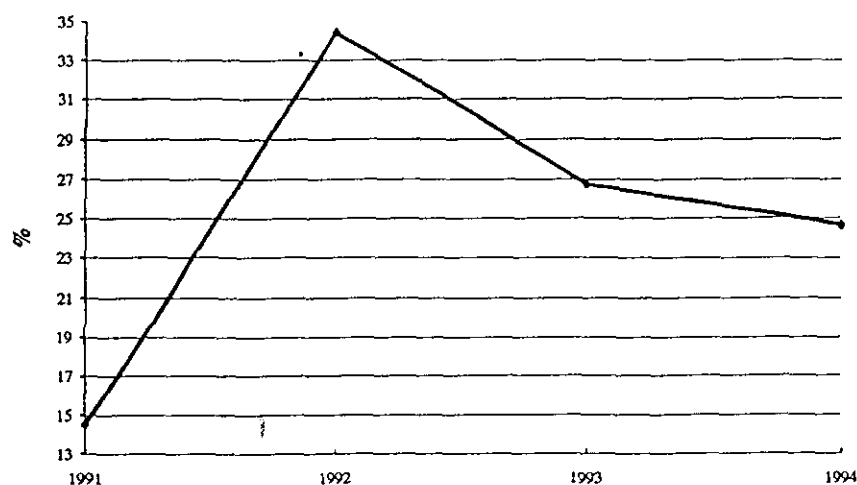


Source: BCM

Le lourd fardeau des arriérés de la dette extérieure a permis à la Mauritanie d'obtenir une assistance exceptionnelle à plusieurs reprises dans le cadre des différents club de Paris pour améliorer ses paiements extérieurs, afin de faciliter son redressement économique

Une réunion du Club de Paris devra se tenir en 1995 qui toucherait le rééchelonnement du stock de la dette à des conditions hautement concessionnelles.

SERVICE DE LA DETTE EN % DES EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES NON FACTEURS



Source: Direction Dette extérieure /MF
Service dette BCM

II.5 BALANCE DE PAIEMENTS

■ *Balance de paiements* (en millions d'UM)

	1992	1993	1994
Exportations de BSNF*	49902	53061	54548
Importations BSNF	-66910	-68981	-64558
Services non facteurs (net)	-15945	-18981	-18060
Exportations fob	44718	48974	49753
Importations FOB	-45782	-45914	-41703
<i>Balance commerciale</i>	-1064	3061	8050
Déficit / surplus en ressources	-112	-15920	-10010
<i>Solde sur compte courant</i>			
transferts pub. inclus	-11278	-11457	-3535
transferts pub. exclus	-21280	-143	-17483
<i>Solde global</i>	-9226	-3181	-2485

* Biens et Services Non Facteurs

Source: BCM - Direction de la Balance des Paiements -

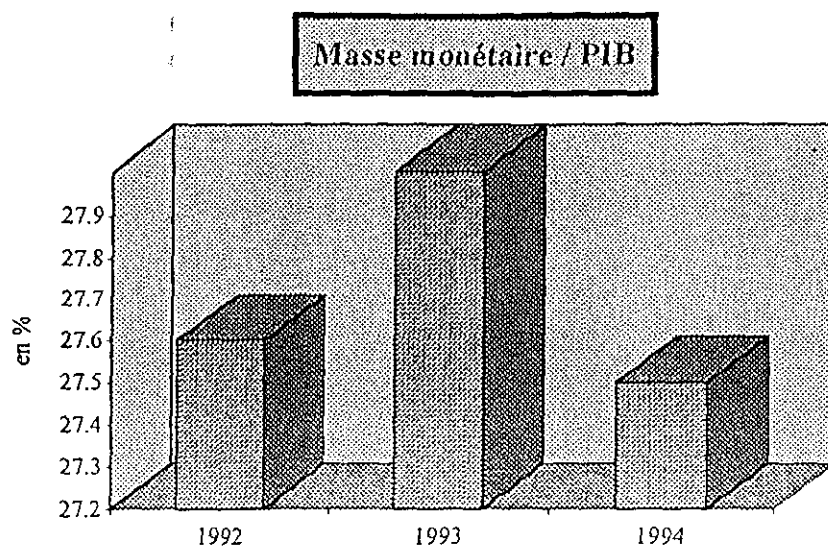
En 1994, la balance commerciale a enregistré un excédent de 8.1 milliards d'UM soit un accroissement de plus de la moitié (163%) par rapport à 1993 et à 1992 qui avait accusé un déficit de 1 milliard d'UM. Ceci résulte d'une amélioration de 2% du niveau des exportations, mais surtout d'un ralentissement des importations de 9.17%

Le maintien du déficit du compte courant explique l'existence d'un déficit structurel de la balance des services qui se justifie par les paiements importants au titre des importations de biens et services, mais aussi par les difficultés qu'ont connu les principaux secteurs d'exportation. Les prix à l'exportation du minerai de fer se sont situés environ à 20% en dessous des prévisions et ceux des produits de la pêche (cephalopodes en particulier) à 30% plus bas que prévu en 1993.

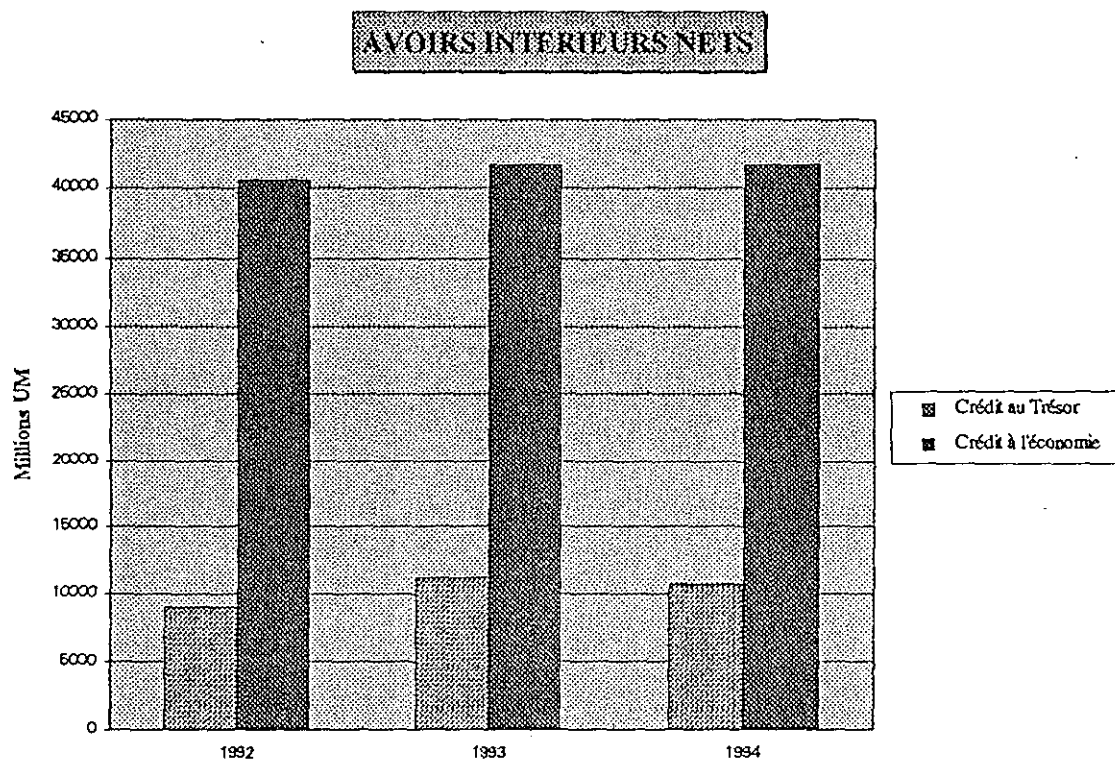
Depuis la dévaluation de l'ouguiya en 1992 le secteur extérieur a retrouvé sa compétitivité vis à vis de l'extérieur se traduisant par une relance des exportations en 1993 et 1994.

Le solde global de la balance des paiements qui reste déficitaire entre 1992 et 1994; a flechi de 22% en 1994 par rapport à l'année précédente. Cette situation se justifie par la reprise des mouvements de capitaux qui résulte d'une réduction des paiements de l'encours de la dette extérieure et des tirages importants de l'Etat et de la SNIM pour les besoins du projet M'Haoudatt pour 1993 et 1994.

II.6 SITUATION MONÉTAIRE



SOURCE : BCM



Source: BCM

CREDITS INTERIEURS EN % DU PIB

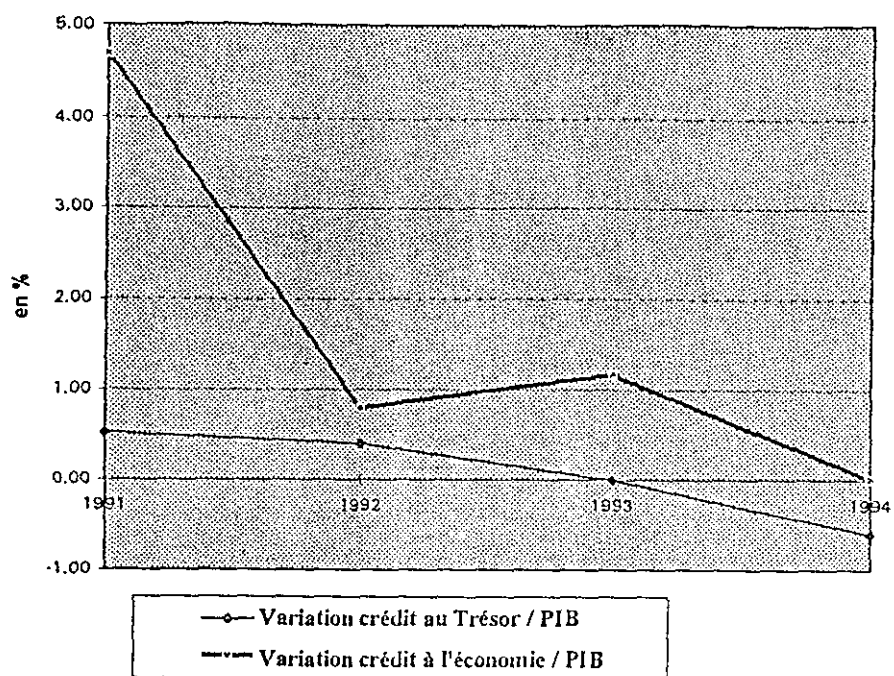


TABLEAU DES INDICATEURS ECONOMIQUES

	1991	1992	1993	1994 Est.
PIB aux prix du marché (prix const. 1985) M.UM	60944	61982	65844	68778
dont:				
- Secteur primaire	12232	12454	13292	
- Secteur secondaire	17111	16735	18118	
- Secteur tertiaire	26040	27060	27692	
PIB aux prix du marché prix courants)	92619	103613	116297	127000
- Secteur primaire (M. UM)	23994	27326	28709	
- Secteur secondaire (M. UM)	23721	24534	31316	
- Secteur tertiaire	35404	40932	45978	
Taux annuel de croissance réel (prix de 1985)		est.	est.	est.
- PIB	2.6	1.7	4.9	4.4
- Revenu national brut	9.2	1.7	1.7	3.3
- PIB par tête(en mill.us \$)	558.1	571.1	452.4	458.4
Indices des prix (1985=100)				
- Déflateur du PIB	9.8	10	7.3	3.6
- Taux d'inflation	5.6	10.3	9.3	4.1
(source World Tables)				
Investissement et Epargne (en % du PIB)				
Investissement Brut	17,9	20,4	23,4	17,4
Investissement public	5.2	7	7.5	5.4
Investissement Privé	12.7	15.5	17.3	12.7
Epargne intérieure brute	8.2	9.7	9.6	9,5
Epargne Nationale	1.7	3.9	2.3	3.6
Finances publiques (en % du PIB px courant)				
Total des Revenus	22.2	19.5	25.6	24.7
Total des dépenses	28.9	24.9	36.6	27.1
Déficit global (base engagement)	-6.7	-5.4	-10.9	-2.4
Déficit en ressources	-7.9	-13.2	-12	-6.5
Export. biens, services non facteurs	44	38.8	46.9	46.6
Import. biens, services non facteurs	52	52.1	58.9	53.1
Comptes courants (en millions de SUS)				
- Transferts officiels exclus	-166.3	-197	-187.2	-124.4
- Transferts officiels inclus	-83.2	-104.3	-58.2	-18.7
Service de la dette/exportations	45.6	42.9	45	35.7
Service de la dette (DTS)	230.1	113.0	83.2	76.8

SOURCE : Macroeconomic Update
VIè DCPE 1994-1997

TABLEAU DES INDICAEURS SOCIAUX

	1990	1991	1992	1993	
Population	1.971	2.028	2.087	2.148	2.212
Taux d'accroissement démographique	2.9	2.93	2.93	2.93	2.8
- % pop. Rurale/pop. totale	57.0	55.3	53.6	51.8	50.1
- % pop. Urbaine/pop totale	43.0	44.7	56.4	48.2	49.9
- densité de la population (Km2)	1.91	1.97	2.02	2.08	2.15
Espérance de vie à la naissance	48.57	49.01	49.46	49.91	50.37
Femmes	49.64	50.08	50.53	50.98	51.44
Hommes	47.53	47.97	48.42	48.87	49.32
Taux de mortalité infantile (pour mille)	128.7	126.3	123.8	121.3	118.8
Mortalité maternelle (100.000 naissances vivantes)			554	5/1000	
Nombre d'habitants par medecin			5000		
Nombre d'habitants par infirmier	10000	10000	10000	66	
Taux de scolarisation			55%	63%	71%
Garçons			61%	68%	74%
Filles			49%	57%	63%
effectif scolarisé total			187202	218215	246517
Garçons			106573	121409	136102
Filles			80629	96806	110415
Indicateur de développement humain	0.141	0.140	0.254	0.141	0.141
Indicateurs de la situaion des femmes*					
Taux de divorce			37.2		
Taux de remariage			72.5		
Nbre de femmes chef de ménage.			54.5		
Taux d'activité			25		
Taux d'excision			25		
Taux de chômage			35.9		

Source :Office National des Statistiques
Rapport du PNUD sur le Développement Humain

* Depliant du secrétariat d'Etat à la ConditionFeminine
Indicateurs socio-économiques de la situation des femmes en Mauritanie